

ANNABA

La paupérisation gagne du terrain

La paupérisation, non pas rampante, mais «debout», bien visible par tout un chacun, a pris de l'ampleur ces derniers temps à Annaba.

Au-delà du spectacle, devenu par la force du besoin habituel et qui n'émeut plus grand monde, des dizaines de femmes assises à même le sol tenant dans les bras des bébés en guenilles et implorant la charité des passants, signe évident de la prolifération de la mendicité, la pauvreté ne cesse de croître depuis la fermeture dans la deuxième moitié des années 1990 d'une grande partie des entreprises étatiques de la région, ajustement structurel oblige, et le remerciement de dizaines de milliers de travailleurs «pour raison économique» avec une indemnisation ridicule. De ce fait, la classe moyenne, qui représentait jadis une bonne majorité de la population, a été tout simplement laminée.

B. H., la soixantaine bientôt entamée, est une des victimes de cette politique de dégraissage des effectifs (au propre comme au figuré). Cadre dans une unité publique pendant plus de vingt ans, il n'avait d'autre choix que celui d'accepter la somme dérisoire de 300 000 DA comme indemnité de départ volontaire, ou bien partir une main devant, une main derrière, symbolisant la pudeur de quelqu'un qui a été dépouillé même de ses habits et qui veut cacher sa nudité. Il avait mis les deux tiers de cette somme dans l'acquisition d'un vieux tacot, avec l'intention d'en faire un taxi. Après trois ans dans sa nouvelle «profession», sa guimbarde avait englouti l'essentiel de ses recettes en pièces de rechange avant de rendre l'âme une fois pour toutes. Il s'est retrouvé au point de départ sans le sou. Heureusement pour lui, un seul de ses trois enfants, le benjamin, est encore à sa charge. Les deux autres sont partis faire leur vie chacun de son côté. Actuellement, il s'occupe de la paperasse d'un revendeur de matériaux de construction, une vieille connaissance qui a bien voulu l'aider, pour un revenu tout juste bon pour l'empêcher de faire la manche, estime-t-il, dépité par l'ingratitude et l'égoïsme de ses anciens patrons, dont certains se sont reconvertis dans les affaires en acquérant sous des prête-nom l'actif des boîtes qu'ils ont, dans une large mesure, coulées. Il stigmatise également la gestion de tous ceux qui ont mené le pays là où il se trouve actuellement. Plus grave est le phénomène de ces «fouilleurs» de décharges des marchés à la recherche de légumes et fruits jetés là par les mar-

chands, mais aussi de ceux qui passent au peigne fin les poubelles des quartiers huppés dans l'espoir de dénicher quelque objet pouvant encore servir dans le bric-brac n'ayant plus d'utilité pour les gens aisés, symbolisant on ne peut mieux le degré de pauvreté atteint par ces laissés-pour-compte. Ce phénomène est devenu un geste tout à fait banal à Annaba.

Devant les amas de déchets débarrassés par les marchands, il est loisible de constater la présence de personnes âgées des deux sexes et même d'enfants en train de faire le tri de ce qui peut être encore consommé, car n'ayant pas d'autre moyen de survie. «Avec les quatre sous du filet social, comment voulez-vous qu'on arrive à manger à notre faim ?» lance une femme d'un certain âge. Elle tenait en main un sachet en plastique dans lequel elle a mis les quelques légumes rabougris qu'elle a pu ramasser. «Voyez vous-même les prix affichés des produits de première nécessité, à l'exemple de l'huile de table, de la semoule, de la pomme de terre, pourtant classée de tous temps plat du pauvre, et j'en passe», tient-elle à faire remarquer, précisant qu'elle a un semblant de boulot comme femme de ménage dans une administration publique, dans le cadre du dispositif social sus-cité.

Ayant quatre enfants à charge, le mari, ancien commerçant, mais qui a été poussé à la faillite par les créanciers et les impôts, a mis les voiles, sans crier gare, pour traverser clandestinement la mer à destination du vieux continent, abandonnant, évidemment, femme et enfants à leur sort. Il va sans dire que cette situation a contraint cette mère au destin marqué par l'infortune à se rabattre sur n'importe quel travail, pourvu qu'il soit honnête. Elle se démène comme elle peut pour nourrir sa progéniture avec le peu qu'elle gagne.

«Des fois on n'a même pas de quoi acheter du pain et du lait, alors la viande, ne m'en parlez pas. Quelle soit rouge ou blanche, ses prix ont atteint les cimes ces derniers temps, et même les gens plus ou moins aisés n'arrivent pas à en consommer régulièrement. Idem pour les fruits qui sont un luxe pour nous.

Le seul «dessert» qu'on peut s'offrir de temps en temps reste la limonade, ordinaire quoi !» affirme-t-elle résignée. Une virée aux marchés de la ville confirme les propos de la dame. Ça

brûle ! La pomme de terre grimpe jusqu'à 55 DA le kilo, l'haricot vert est affiché à 140 DA, la courgette et les oignons secs à 70 DA.

Pour les fruits, leurs prix sont hors de portée. Les oranges Thomson, produites pourtant localement (Annaba étant réputée, à l'instar de la plaine de la Mitidja et de Mohammadia, pour ses vergers agrumicoles), ne sont pas descendues à moins de 100 DA durant toute la saison.

On ne croit plus, au sein de cette majorité écrasante et écrasée, que le politique puisse changer quoi que ce soit à la situation lamentable qui perdure, encore moins une transformation dans le bon sens de la société par l'Etat. Même le prétendu libéralisme qui, à un moment, était brandi comme remède aux problèmes socioéconomiques du pays montre ses limites et commence à s'essouffier. Et très vite, il n'y eut plus

que deux catégories sociales, diamétralement opposées : les nouveaux riches et les nouveaux pauvres ; le luxe tapageur et l'indigence criante.

Ce ne sont pas les maigres augmentations de salaire des travailleurs de la Fonction publique qui changeront grand-chose au mécontentement exprimé par de larges couches de la population. Le mot de la fin est laissé à un vieux sage citadin de l'antique Hippone. Tout en estimant que la situation actuelle de tous ces laissés-pour-compte n'a pas encore atteint celle des années 1940 sous l'occupation française, durant laquelle le peuple algérien était décimé par les maladies et la famine, il n'arrive pas à admettre que des Algériens souffrent encore, en 2008, de malnutrition et de maladies réémergentes, qualifiées de maladies de la misère, telles la tuberculose, la rage, la peste, la

gale... «Si, hier, le peuple a pris les armes pour se libérer et vivre heureux, aujourd'hui il est inconcevable, et ça fait mal au cœur, de voir des gens mendier ou ramasser des aliments pourris pour survivre dans un pays disposant d'un matelas financier en devises fortes jamais égalé depuis son indépendance», explique le vieil homme, triste et choqué en même temps par ce grand paradoxe. «La *harga* des jeunes n'est-elle pas un cri de détresse et de désespoir adressé à qui de droit ? Mais il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre !» s'indigne le vieux annabi. Tout en aversant que si rien n'est entrepris pour améliorer la situation sociale des gens, «il ne faut pas s'étonner alors de voir ces démunis de tout sortir dans la rue pour exprimer haut et fort leur misère. Les émeutes constatées presque quoti-

diennement, même si elles sont limitées dans l'espace et dans le temps, ne sont-elles pas les prémices de ce mécontentement général ?» Avant d'affirmer que le recours à cette manière violente pour exprimer des revendications souvent légitimes, «même si on ne l'approuve pas, on peut le comprendre». Il trouve son explication dans le verrouillage des canaux d'expression et dans une certaine *hogra* des responsables, en commençant par ceux au niveau local». Le vieux citadin garde encore, malgré le poids des ans, toute sa lucidité. «L'ignorance ou le retard dans la prise en charge des problèmes de ces laissés-pour-compte aura des conséquences graves qui se traduiront par une lame de fond terrible, un tsunami social, pour reprendre ce mot en vogue, qui submergera le pays», confie-t-il.

Med-Ali Khellaf

La Chambre de commerce et d'industrie Seybouse dépossédée

Les trois tableaux de maître, dont deux Renoir, disparus il y a quelques années du siège de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Seybouse-Annaba, ont été finalement retrouvés.

Ils ornent les murs des couloirs et du salon du cabinet du wali. Rares sont ceux occupant cette administration ayant connaissance que les tableaux en question sont des vrais et que les œuvres sont de Renoir, Gauguin et Dinet. Ces tableaux faisaient la fierté des occupants de la CCI de par leur valeur culturelle certaine. Ils avaient également fait le bonheur de nombreuses personnalités nationales et étrangères (ministres, diplomates, responsables de groupes de sociétés...) de passage à Annaba. Beaucoup n'hésitaient pas à s'attarder au siège de la CCI pour admirer les œuvres de ces grands maîtres dans la salle de réunions. Bien que saisis plusieurs fois sur la question, le ministère de tutelle et les autorités locales n'ont pas réagi pour permettre à la CCI de récupérer son bien. «Ces tableaux, de vrais Renoir et Gauguin, existent réellement. Ils sont visibles au niveau des services

de la wilaya. Nous disposons d'une attestation remise lors de la réquisition», affirme Khaled Haddad, directeur de la CCI Seybouse-Annaba. Les trois œuvres artistiques avaient été acquises au début des années 1950 par les colons français pour l'inauguration du siège de la CCI Annaba, tout autant que des meubles d'époque très recherchés par les collectionneurs, aujourd'hui, moisissés par le temps car sans entretien dans les archives du palais consulaire, siège de la CCI. L'important patrimoine immobilier, propriété de cette dernière, n'a pas échappé à ce qui ressemble à une mise à sac. Le flou entretenu à dessein autour du vrai propriétaire des biens de la CCI a été mis à profit par la direction locale des domaines pour les récupérer en totalité. Depuis, le palais consulaire est en décrépidité. Ses locaux, occupés par des entreprises et administrations publiques, n'ont pas fait l'objet d'entretien depuis des années. Situation que confirme le directeur de la CCI :

«Effectivement, le palais consulaire bien de la CCI faisait l'objet d'un entretien suivi et régulier. Les domaines ont invité tous les locataires à ne plus payer leurs charges locatives. Celles-

ci nous permettaient de maintenir le palais consulaire dans un état de propreté digne de son titre.» Son avis est rejoint par Boushaba Errida, membre actif de la CCI depuis l'avènement de l'indépendance. Il a précisé : «Le dépouillement de notre CCI se poursuit. Après avoir pris les tableaux de maître, propriété de notre institution, voilà qu'on nous conteste la propriété de l'ensemble du patrimoine dont le siège, l'immeuble et l'assiette foncière de notre institution.»

Ces derniers jours, ce qui s'apparente à une expropriation en douceur de la CCI a entraîné une vive réaction de ses membres. Ils ont émis le souhait de voir entamer une procédure afin de situer avec exactitude la propriété du palais consulaire, des tableaux de maître, du nombre et de la valeur des actions propriétés de la CCI dans le capital de la société française Air France. «Lorsque nous nous sommes inquiétés de ces actions, l'on nous a répondu que leur valeur est insignifiante. Même si c'est le cas, cette valeur est la propriété de la CCI et elle doit en jouir comme tous les actionnaires», a ajouté M. Boushaba.

A. Djabali

TIZI-OUZOU

Les travaux de réalisation du musée Abane-Ramdane à Larbaâ-Nath-Irathen à l'arrêt

Le chantier de réalisation du musée Abane-Ramdane, dont le coup d'envoi a été donné le 12 mai 2007, et dont la première phase des travaux de restauration est achevée, est actuellement à l'arrêt.

En effet, la maison natale de Abane Ramdane, au village d'Azouza dans la commune de Larbaâ-Nath-Irathen, a été classée monument historique et musée sur proposition des responsables de la culture de la wilaya de Tizi-Ouzou suivant l'arrêté signé par le wali. Un budget, d'un montant de 13 millions de dinars, a été alloué à la réalisation du projet composé d'une bibliothèque, d'un espace d'exposition

et d'une salle d'archives. Un responsable sera éventuellement nommé à la conservation de ce musée.

La première phase des travaux de restauration, étude comprise déjà achevée, s'élève à 4 millions de dinars, il reste donc une deuxième tranche du budget initial qui est de 9 millions de dinars pour finaliser cette œuvre du patrimoine historique algérien. Par ailleurs, la JSK a rendu hommage à Abane Ramdane en lui dédiant le 14^e titre du championnat d'Algérie. Un hommage dont l'évènement s'est déroulé en parfaite communion avec la population, illustrant ainsi l'épigraphie adaptée : «Aux grands hommes, le peuple reconnaissant».

Hamid Meradji